

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION



Soixante-deuxième session du Comité permanent
Genève (Suisse), 23 – 27 juillet 2012

Questions administratives

MISE A DISPOSITION D'UN APPUI POUR LES MEMBRES DU COMITE

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.

Contexte

2. Le Secrétariat recourt au fonds d'affectation spéciale de la CITES pour financer la participation de membres de comités aux réunions des comités permanents, conformément aux résolutions Conf. 11.1 (Rev. CoP15), *Constitution des comités*, et Conf. 15.1, *Financement du programme de travail chiffré du Secrétariat pour 2012 et 2013*.

3. La résolution Conf. 11.1 (Rev. CoP15) contient les décisions suivantes de la Conférence des Parties:

- i) au paragraphe h) du premier DECIDE:

que, dans la mesure du possible, le Secrétariat prévoit le paiement, sur requête, des frais de voyage raisonnables et justifiables de membres, y compris pour la participation aux sessions du comité pertinent, et les autres frais des présidents du Comité permanent, du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes, s'il s'agit de représentants de pays en développement ou à économie en transition et de petits Etats insulaires en développement; et

- ii) dans l'annexe 2, sous FIXE en outre:

- a) *le Secrétariat prévoit dans son budget le paiement, sur demande, de frais de déplacement raisonnables et justifiables des membres pour participer à un maximum de deux sessions du comité concerné entre les sessions de la Conférence des Parties, autres que les représentants des pays développés;*

- b) *le Secrétariat prévoit aussi la participation des présidents des comités aux sessions du Comité permanent et à d'autres réunions si la Conférence des Parties leur donne pour instruction d'y participer...*

4. Dans la résolution Conf. 15.1, sous le troisième DECIDE, la Conférence des Parties décide que:

le fonds d'affectation spéciale de la CITES ne devrait pas être utilisé pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance des membres des Comités et des autres représentants des pays développés.

5. A la 61^e session du Comité permanent (Genève, 2011), le Secrétariat a soumis le document SC61 Doc. 12 pour demander au Comité des orientations quant à l'interprétation de ces deux décisions. Le Comité permanent est parvenu à la conclusion suivante:

Le Comité demande que le Secrétariat invite les Parties à faire d'autres observations à travers la rubrique "Forum" du site web de la CITES, et prépare un document à ce sujet pour examen à la 62^e

session du Comité, avec un projet de proposition pour décision, en tenant compte des observations faites à la [SC61] session et dans le cadre du forum.

6. Les principales questions ayant découlé des discussions du Comité à sa 61^e session sont les suivantes:
- certaines Parties sont favorables à l'utilisation des catégories "développement humain élevé" et "développement humain très élevé", de l'indice de développement humain établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour indiquer les pays qui devraient être considérés comme "développés";
 - certaines Parties sont préoccupées par le fait que des Parties qui avaient reçu un appui, et qui en ont encore besoin, pourraient ne plus y avoir droit;
 - certaines Parties estiment que l'appartenance à l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) continue de servir d'indicateur de pays "développés";
 - certains orateurs suggèrent que la CITES établisse ses propres lignes directrices; et
 - les Parties s'accordent clairement sur l'importance de trouver un juste équilibre entre la nécessité d'utiliser à bon escient le fonds d'affectation spéciale CITES et la nécessité d'appuyer les membres du Comité qui, autrement, pourraient ne pas être en mesure de participer aux sessions.
7. Le 8 février 2012, comme l'avait demandé le Comité permanent, le Secrétariat a placé un message sur le site web de la CITES, sur le forum des organes de gestion, pour demander aux Parties leur opinion et des suggestions.
8. Au moment de la rédaction du présent document (mai 2012), une seule réponse avait été placée sur le site web. Elle émanait de Cuba, qui appuie l'utilisation de la liste des membres de l'OCDE comme indicateur des pays développés et donc non qualifiés pour recevoir une assistance financière. Cuba recommande de ne pas utiliser la liste du Comité d'aide au développement (CAD) [voir point 9. c)] et n'est pas favorable à l'indice de développement humain du PNUD car Cuba a un développement humain élevé mais un développement économique faible.

Options

9. Parmi les nombreuses listes disponibles pour trouver une base possible pour décider quels pays sont, ou ne sont pas, développés, les cinq figurant ci-après ont été sélectionnées comme étant pertinentes et fournissant une série d'options.

a) Le barème des contributions au fonds d'affectation spéciale CITES

Le barème des contributions au fonds d'affectation spéciale CITES a été adopté par la Conférence des Parties comme base pour déterminer le montant que chaque Partie devrait verser au budget de la CITES. Il repose sur le barème des quotes-parts des Nations Unies ajusté pour tenir compte du fait que tous les membres des Nations Unies ne sont pas Parties à la CITES. Aux fins du présent exercice, il a l'avantage d'avoir déjà été adopté par la Conférence comme indicateur financier, et qu'un barème révisé est adopté à chacune de ses sessions. Le barème des contributions actuel constitue l'annexe 1 de la résolution Conf. 15.1 et est joint en tant qu'annexe 1 au présent document.

En décidant des Parties qui sont (ou ne sont pas) habilitées à recevoir un appui du fonds d'affectation spéciale, il convient de fixer le seuil d'éligibilité sur le barème des contributions. Comme indiqué dans le document SC61 Doc. 12, dans la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, ce seuil est fixé à 0,2%. Les Parties à la CITES pourraient donc décider d'opter pour la même approche.

b) L'appartenance à l'OCDE

Comme indiqué dans le document SC61 Doc. 12, l'appartenance à l'OCDE n'est considérée par le PNUE comme indicateur de l'état de développement d'un pays qu'à seule fin de déterminer s'il y a lieu de lui fournir un appui financier. Le PNUE ne considère pas les demandes d'appui financier émanant de pays membres de l'OCDE. Le Secrétariat CITES a lui aussi dans le passé utilisé cette liste comme référence en conjonction avec la liste des Etats membres de l'Union européenne.

La liste des Etats membres de l'OCDE est jointe en tant qu'annexe 2 au présent document. Sur son site web, l'OCDE note que sa composition recouvre le globe et inclut bon nombre des pays les plus avancés mais aussi des économies émergentes. En revanche, elle n'inclut pas 16 des Etats qui versent plus de 0,2 % sur le barème CITES des contributions.

c) La liste du CAD des bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD)

Comme indiqué dans le document SC61 Doc. 12, le Secrétariat de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention Ramsar) estime que tous les pays inscrits sur la "Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD" de l'OCDE peuvent prétendre à un soutien financier pour encourager leur participation aux réunions officielles de la Convention. Cette liste est jointe en tant qu'annexe 3 au présent document.

Il est à noter que le site web de l'OCDE déclare ce qui suit:

La liste du CAD des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD a été conçue pour servir à des fins statistiques. Elle permet d'évaluer et de classer l'aide et les autres apports de ressources provenant des pays donateurs. Elle n'est pas censée aider à déterminer l'éligibilité à l'aide ou à un autre traitement préférentiel.

Elle inclut tous les pays à bas et moyen revenu (selon les définitions de la Banque mondiale, basées sur le revenu national brut [RNB] par habitant), à l'exception des membres du G8 ou de l'Union européenne (y compris les pays dont la date d'adhésion à l'Union européenne a été confirmée). La liste inclut séparément tous les pays moins développés tels que définis par les Nations Unies (UN).

Au vu de cette explication, bien que cette liste puisse servir de base pour décider des pays qui devraient recevoir un appui, le Secrétariat CITES ne propose pas d'y recourir.

d) L'appartenance au Groupe des Vingt (G20)

Selon son site web, le G20 est le premier forum pour la coopération internationale sur les aspects les plus importants de l'agenda international économique et financier. Il regroupe les grandes économies avancées et émergentes du monde.

La liste de ses membres est donnée dans l'annexe 4 du présent document. Elle inclut 19 Etats et l'Union européenne. Selon le site web du G20, les membres du G20 représentent ensemble environ 90% du GDP mondial, 80% du commerce mondial et les deux-tiers de la population mondiale.

e) La Banque mondiale

Sur son site web, la Banque mondiale fournit de diverses manières des données sur les pays. Aux fins du présent exercice, le tableau de classement du PIB a été sélectionné et est joint en tant qu'annexe 5 au présent document. Pour comparaison, le tableau de classement fondé sur le revenu national brut par habitant est joint en tant qu'annexe 6.

Si l'un ou l'autre de ces tableaux devait être utilisé pour déterminer quels pays sont développés, le Comité permanent devrait spécifier le seuil au-dessus duquel les pays de la liste ne devraient pas être considérés comme qualifiés pour recevoir un appui.

Discussion

10. Le Secrétariat approuve le commentaire fait à la 61^e session du Comité permanent selon lequel lorsqu'on détermine quels pays sont "développés" et ne peuvent donc pas prétendre à un appui financier pour participer à une session du Comité, il est approprié d'utiliser les indicateurs économiques plutôt que les indicateurs de développement humain. Le Secrétariat estime aussi qu'il serait préférable d'utiliser l'une des listes déjà établies pour indiquer l'état économique des pays plutôt que d'utiliser des ressources pour concevoir un nouveau système. Il est évident que les pays qui ne devraient pas avoir besoin d'appui sont ceux qui ont les indicateurs économiques les plus hauts. La question est simplement de savoir quelle liste le Secrétariat devrait suivre pour décider de quels pays il s'agit.

11. Les options évoquées plus haut constituent une petite sélection parmi les nombreuses possibilités pouvant servir de base pour déterminer les représentants de quels pays devraient recevoir un appui pour participer aux sessions du Comité.
12. Le Secrétariat interprète le texte de la résolution Conf. 15.1 cité au point 4 comme se référant à la fois aux représentants d'Etats qui sont des membres du Comité permanent et aux personnes qui sont des membres du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes. Les recommandations faites ci-après reposent sur cette interprétation.

Recommandations

14. Considérant que la Conférence des Parties a déjà adopté le barème des contributions au fonds d'affectation spéciale joint en annexe à la résolution Conf. 15.1 comme indicateur de la capacité des Parties de payer, le Secrétariat recommande ce qui suit:
 - a) que ce barème soit utilisé comme base pour interpréter les décisions de la Conférence des Parties figurant dans les résolutions Conf. 11.1 (Rev. CoP15) et Conf. 15.1, concernant la mise à disposition d'un appui financier aux membres du Comité;
 - b) que le Comité permanent détermine un pourcentage sur le barème pour faire office de seuil (0,2 %, par exemple), de sorte que les représentants des Parties classées au-dessus de ce seuil et les membres individuels du Comité provenant de ces Parties ne pourront pas prétendre à un appui financier pour participer aux sessions du Comité; et
 - c) qu'un représentant par session des Parties classées sous le seuil spécifié, et les membres individuels du Comité provenant de ces Parties, soient considérés comme pouvant prétendre à un appui financier.
15. Dans un souci de cohérence entre les résolutions Conf. 11.1 (Rev. CoP15) et Conf. 15.1, comme indiqué ci-dessus aux points 3 et 4, il faudrait envisager de réviser la résolution Conf. 11.1 (Rev. CoP15) afin que son texte corresponde à la résolution la plus récente sur le financement. Si le Comité permanent l'accepte, cela pourra se faire dans le contexte de l'examen de fond des résolutions en préparation pour la CoP16.

BAREME DES CONTRIBUTIONS POUR 2012 ET 2013
(en en USD)

Partie	Barème de l'ONU	Barème CITES ajusté	2012-2013	Contributions annuelles
Afghanistan	0,0040	0,0040	439	220
Afrique du Sud	0,3850	0,3858	42.236	21.118
Albanie	0,0100	0,0100	1.097	549
Algérie	0,1280	0,1283	14.042	7.021
Allemagne	8,0180	8,0340	879.607	439.804
Antigua-et-Barbuda	0,0020	0,0020	219	110
Arabie saoudite	0,8300	0,8317	91.054	45.527
Argentine	0,2870	0,2876	31.485	15.743
Arménie	0,0050	0,0050	549	275
Australie	1,9330	1,9368	212.058	106.029
Autriche	0,8510	0,8527	93.358	46.679
Azerbaïdjan	0,0150	0,0150	1.646	823
Bahamas	0,0180	0,0180	1.975	988
Bangladesh	0,0100	0,0100	1.097	549
Barbade	0,0080	0,0080	878	439
Bélarus	0,0420	0,0421	4.608	2.304
Belgique	1,0750	1,0771	117.932	58.966
Belize	0,0010	0,0010	110	55
Bénin	0,0030	0,0030	329	165
Bhutan	0,0010	0,0010	110	55
Bolivie (État plurinational de)	0,0070	0,0070	768	384
Bosnie-Herzégovine	0,0140	0,0140	1.536	768
Botswana	0,0180	0,0180	1.975	988
Brésil	1,6110	1,6142	176.733	88.367
Brunéi Darussalam	0,0280	0,0281	3.072	1.536
Bulgarie	0,0380	0,0381	4.169	2.085
Burkina Faso	0,0030	0,0030	329	165
Burundi	0,0010	0,0010	110	55
Cambodge	0,0030	0,0030	329	165
Cameroun	0,0110	0,0110	1.207	604
Canada	3,2070	3,2134	351.821	175.911
Cap-Vert	0,0010	0,0010	110	55
Chili	0,2360	0,2365	25.890	12.945
Chine	3,1890	3,1953	349.846	174.923
Chypre	0,0460	0,0461	5.046	2.523
Colombie	0,1440	0,1443	15.797	7.899
Comores	0,0010	0,0010	110	55
Congo	0,0030	0,0030	329	165
Costa Rica	0,0340	0,0341	3.730	1.865
Côte d'Ivoire	0,0100	0,0100	1.097	549
Croatie	0,0970	0,0972	10.641	5.321
Cuba	0,0710	0,0711	7.789	3.895

Partie	Barème de l'ONU	Barème CITES ajusté	2012-2013	Contributions annuelles
Danemark	0,7360	0,7375	80.742	40.371
Djibouti	0,0010	0,0010	110	55
Dominique	0,0010	0,0010	110	55
Egypte	0,0940	0,0942	10.312	5.156
El Salvador	0,0190	0,0190	2.084	1.042
Emirats arabes unis	0,3910	0,3918	42.894	21.447
Equateur	0,0400	0,0401	4.388	2.194
Erythrée	0,0010	0,0010	110	55
Espagne	3,1770	3,1833	348.530	174.265
Estonie	0,0400	0,0401	4.388	2.194
Etats-Unis d'Amérique	22,0000	22,0000	2.408.694	1.204.347
Ethiopie	0,0080	0,0080	878	439
Fédération de Russie	1,6020	1,6052	175.746	87.873
Fidji	0,0040	0,0040	439	220
Finlande	0,5660	0,5671	62.093	31.047
France	6,1230	6,1352	671.718	335.859
Gabon	0,0140	0,0140	1.536	768
Gambie	0,0010	0,0010	110	55
Géorgie	0,0060	0,0060	658	329
Ghana	0,0060	0,0060	658	329
Grèce	0,6910	0,6924	75.806	37.903
Grenade	0,0010	0,0010	110	55
Guatemala	0,0280	0,0281	3.072	1.536
Guinée	0,0020	0,0020	219	110
Guinée équatoriale	0,0080	0,0080	878	439
Guinée-Bissau	0,0010	0,0010	110	55
Guyana	0,0010	0,0010	110	55
Honduras	0,0080	0,0080	878	439
Hongrie	0,2910	0,2916	31.924	15.962
Iles Salomon	0,0010	0,0010	110	55
Inde	0,5340	0,5351	58.582	29.291
Indonésie	0,2380	0,2385	26.110	13.055
Iran (République islamique d')	0,2330	0,2335	25.561	12.781
Irlande	0,4980	0,4990	54.633	27.317
Islande	0,0420	0,0421	4.608	2.304
Israël	0,3840	0,3848	42.126	21.063
Italie	4,9990	5,0090	548.411	274.206
Jamahiriya arabe libyenne	0,1290	0,1293	14.152	7.076
Jamaïque	0,0140	0,0140	1.536	768
Japon	12,5300	12,5549	1.374.592	687.296
Jordanie	0,0140	0,0140	1.536	768
Kazakhstan	0,0760	0,0762	8.338	4.169
Kenya	0,0120	0,0120	1.316	658
Kirghizistan	0,0010	0,0010	110	55
Koweït	0,2630	0,2635	28.852	14.426
Lesotho	0,0010	0,0010	110	55
Lettonie	0,0380	0,0381	4.169	2.085

Partie	Barème de l'ONU	Barème CITES ajusté	2012-2013	Contributions annuelles
L'ex-République yougoslave de Macédoine	0,0070	0,0070	768	384
Libéria	0,0010	0,0010	110	55
Liechtenstein	0,0090	0,0090	987	494
Lituanie	0,0650	0,0651	7.131	3.566
Luxembourg	0,0900	0,0902	9.873	4.937
Madagascar	0,0030	0,0030	329	165
Malaisie	0,2530	0,2535	27.755	13.878
Malawi	0,0010	0,0010	110	55
Mali	0,0030	0,0030	329	165
Malte	0,0170	0,0170	1.865	933
Maroc	0,0580	0,0581	6.363	3.182
Maurice	0,0110	0,0110	1.207	604
Mauritanie	0,0010	0,0010	110	55
Mexique	2,3560	2,3607	258.463	129.232
Moldova (République de)	0,0020	0,0020	219	110
Monaco	0,0030	0,0030	329	165
Mongolie	0,0020	0,0020	219	110
Monténégro	0,0040	0,0040	439	220
Mozambique	0,0030	0,0030	329	165
Myanmar	0,0060	0,0060	658	329
Namibie	0,0080	0,0080	878	439
Népal	0,0060	0,0060	658	329
Nicaragua	0,0030	0,0030	329	165
Niger	0,0020	0,0020	219	110
Nigéria	0,0780	0,0782	8.557	4.279
Norvège	0,8710	0,8727	95.552	47.776
Nouvelle-Zélande	0,2730	0,2735	29.949	14.975
Oman	0,0860	0,0862	9.435	4.718
Ouganda	0,0060	0,0060	658	329
Ouzbékistan	0,0100	0,0100	1.097	549
Pakistan	0,0820	0,0822	8.996	4.498
Palaos	0,0010	0,0010	110	55
Panama	0,0220	0,0220	2.413	1.207
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,0020	0,0020	219	110
Paraguay	0,0070	0,0070	768	384
Pays-Bas	1,8550	1,8587	203.501	101.751
Pérou	0,0900	0,0902	9.873	4.937
Philippines	0,0900	0,0902	9.873	4.937
Pologne	0,8280	0,8296	90.835	45.418
Portugal	0,5110	0,5120	56.059	28.030
Qatar	0,1350	0,1353	14.810	7.405
République arabe syrienne	0,0250	0,0250	2.743	1.372
République centrafricaine	0,0010	0,0010	110	55
République de Corée	2,2600	2,2645	247.931	123.966
République démocratique du Congo	0,0030	0,0030	329	165

Partie	Barème de l'ONU	Barème CITES ajusté	2012-2013	Contributions annuelles
République démocratique populaire lao	0,0010	0,0010	110	55
République dominicaine	0,0420	0,0421	4.608	2.304
République tchèque	0,3490	0,3497	38.287	19.144
République-Unie de Tanzanie	0,0080	0,0080	878	439
Roumanie	0,1770	0,1774	19.418	9.709
Royaume-Uni (de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	6,6040	6,6171	724.486	362.243
Rwanda	0,0010	0,0010	110	55
Sainte-Lucie	0,0010	0,0010	110	55
Saint-Kitts-et-Nevis	0,0010	0,0010	110	55
Saint-Marin	0,0030	0,0030	329	165
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,0010	0,0010	110	55
Samoa	0,0010	0,0010	110	55
Sao-Tomé-et-Principe	0,0010	0,0010	110	55
Sénégal	0,0060	0,0060	658	329
Serbie	0,0370	0,0371	4.059	2.030
Seychelles	0,0020	0,0020	219	110
Sierra Leone	0,0010	0,0010	110	55
Singapour	0,3350	0,3357	36.751	18.376
Slovaquie	0,1420	0,1423	15.578	7.789
Slovénie	0,1030	0,1032	11.300	5.650
Somalie	0,0010	0,0010	110	55
Soudan	0,0100	0,0100	1.097	549
Sri Lanka	0,0190	0,0190	2.084	1.042
Suède	1,0640	1,0661	116.725	58.363
Suisse	1,1300	1,1322	123.966	61.983
Suriname	0,0030	0,0030	329	165
Swaziland	0,0030	0,0030	329	165
Tchad	0,0020	0,0020	219	110
Thaïlande	0,2090	0,2094	22.928	11.464
Togo	0,0010	0,0010	110	55
Trinité-et-Tobago	0,0440	0,0441	4.827	2.414
Tunisie	0,0300	0,0301	3.291	1.646
Turquie	0,6170	0,6182	67.687	33.844
Ukraine	0,0870	0,0872	9.544	4.772
Uruguay	0,0270	0,0271	2.962	1.481
Vanuatu	0,0010	0,0010	110	55
Venezuela (République bolivarienne du)	0,3140	0,3146	34.447	17.224
Viet Nam	0,0330	0,0331	3.620	1.810
Yémen	0,0100	0,0100	1.097	549
Zambie	0,0040	0,0040	439	220
Zimbabwe	0,0030	0,0030	329	165
Total	99,8450	100,0000	10.948.616	5.474.308

**LIST OF MEMBERS OF
THE ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT***

Australia	Japan
Austria	Korea
Belgium	Luxembourg
Canada	Mexico
Chile	Netherlands
Czech Republic	New Zealand
Denmark	Norway
Estonia	Poland
Finland	Portugal
France	Slovak Republic
Germany	Slovenia
Greece	Spain
Hungary	Sweden
Iceland	Switzerland
Ireland	Turkey
Israel	United Kingdom
Italy	United States of America

Source: http://www.oecd.org/pages/0,3417,en_36734052_36761800_1_1_1_1_1,00.html

* *The geographical designations employed in this Annex do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the CITES Secretariat or the United Nations Environment Programme concerning the legal status of any country, territory, or area, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The responsibility for the contents of the document rests exclusively with its author.*

DAC LIST OF ODA RECIPIENTS*

Effective for reporting on 2011, 2012 and 2013 flows

Least Developed Countries	Other Low Income Countries (per capita GNI <= \$1 005 in 2010)	Lower Middle Income Countries and Territories (per capita GNI \$1 006-\$3 975 in 2010)	Upper Middle Income Countries and Territories (per capita GNI \$3 976-\$12 275 in 2010)
Afghanistan	Kenya	Armenia	Albania
Angola	Korea, Dem. Rep.	Belize	Algeria
Bangladesh	Kyrgyz Rep.	Bolivia	*Anguilla
Benin	South Sudan	Cameroon	Antigua and Barbuda
Bhutan	Tajikistan	Cape Verde	Argentina
Burkina Faso	Zimbabwe	Congo, Rep.	Azerbaijan
Burundi		Côte d'Ivoire	Belarus
Cambodia		Egypt	Bosnia and Herzegovina
Central African Rep.		El Salvador	Botswana
Chad		Fiji	Brazil
Comoros		Georgia	Chile
Congo, Dem. Rep.		Ghana	China
Djibouti		Guatemala	Colombia
Equatorial Guinea		Guyana	Cook Islands
Eritrea		Honduras	Costa Rica
Ethiopia		India	Cuba
Gambia		Indonesia	Dominica
Guinea		Iraq	Dominican Republic
Guinea-Bissau		Kosovo ¹	Ecuador
Haiti		Marshall Islands	Former Yugoslav Republic of Macedonia
Kiribati		Micronesia, Federated States	Gabon
Laos		Moldova	Grenada
Lesotho		Mongolia	Iran
Liberia		Morocco	Jamaica
Madagascar		Nicaragua	Jordan
Malawi		Nigeria	Kazakhstan
Mali		Pakistan	Lebanon
Mauritania		Papua New Guinea	Libya
Mozambique		Paraguay	Malaysia
Myanmar		Philippines	Maldives
Nepal		Sri Lanka	Mauritius
Niger		Swaziland	Mexico
Rwanda		Syria	Montenegro
Samoa		*Tokelau	*Montserrat
São Tomé and Príncipe		Tonga	Namibia
Senegal		Turkmenistan	Nauru
Sierra Leone		Ukraine	Niue
Solomon Islands		Uzbekistan	Palau
Somalia		Vietnam	Panama
Sudan		West Bank and Gaza Strip	Peru
Tanzania			Serbia
Timor-Leste			Seychelles
Togo			South Africa
Tuvalu			*St. Helena
Uganda			St. Kitts-Nevis
Vanuatu			St. Lucia
Yemen			St. Vincent and Grenadines
Zambia			Suriname
			Thailand
			Tunisia
			Turkey
			Uruguay
			Venezuela
			*Wallis and Futuna

* Territory.

(1) This is without prejudice to the status of Kosovo under international law.

Source: <http://www.oecd.org/dataoecd/9/50/48858205.pdf>

* The geographical designations employed in this Annex do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the CITES Secretariat or the United Nations Environment Programme concerning the legal status of any country, territory, or area, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The responsibility for the contents of the document rests exclusively with its author.

MEMBERS OF THE G20*

Argentina

Australia

Brazil

Canada

China

France

Germany

India

Indonesia

Italy

Japan

Mexico

Republic of Korea

Russian Federation

Saudi Arabia

South Africa

Turkey

United Kingdom

United States of America

The European Union

Source: <http://www.g20.org/en/g20/members>

* *The geographical designations employed in this Annex do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the CITES Secretariat or the United Nations Environment Programme concerning the legal status of any country, territory, or area, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The responsibility for the contents of the document rests exclusively with its author.*

**WORLD BANK
GDP RANKING TABLE ***

Gross domestic product 2010

<i>Ranking</i>	<i>Economy</i>	<i>(millions of US dollars)</i>
1	United States	14'586'736
2	China	5'926'612
3	Japan	5'458'837
4	Germany	3'280'530
5	France	2'560'002
6	United Kingdom	2'261'713
7	Brazil	2'087'890
8	Italy	2'060'965
9	India	1'727'111
10	Canada	1'577'040
11	Russian Federation	1'479'819
12	Spain	1'407'405
13	Australia	1'131'623
14	Mexico	1'035'871
15	Korea, Rep.	1'014'483
16	Netherlands	779'356
17	Turkey	734'364
18	Indonesia	706'558
19	Switzerland	527'920
20	Poland	469'440
21	Belgium	469'374
22	Sweden	458'552
23	Saudi Arabia	434'666
24	Norway	417'465
25	Venezuela, RB	391'847
26	Austria	379'069
27	Argentina	368'736
28	South Africa	363'910
29	Iran, Islamic Rep.	331'015
30	Thailand	318'522
31	Denmark	311'989
32	Greece	301'083
33	United Arab Emirates	297'648
34	Colombia	288'886
35	Finland	238'041
36	Malaysia	237'797
37	Portugal	228'571
38	Hong Kong SAR, China	224'458
39	Egypt, Arab Rep.	218'894
40	Israel	217'333
41	Chile	212'741
42	Singapore	208'765
43	Ireland	206'612
44	Nigeria	202'523
45	Philippines	199'589
46	Czech Republic	192'032
47	Pakistan	176'870
48	Algeria	161'979
49	Romania	161'624
50	Peru	157'053

* *The geographical designations employed in this Annex do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the CITES Secretariat or the United Nations Environment Programme concerning the legal status of any country, territory, or area, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The responsibility for the contents of the document rests exclusively with its author.*

Gross domestic product 2010

Ranking	Economy	(millions of US dollars)
51	Kazakhstan	149'059
52	Ukraine	137'929
53	Hungary	128'632
54	New Zealand	126'679
55	Kuwait	109'463
56	Vietnam	106'427
57	Bangladesh	100'357
58	Qatar	98'313
59	Puerto Rico	96'261
60	Morocco	90'805 a
61	Slovak Republic	87'268
62	Angola	84'937
63	Iraq	82'150
64	Libya	62'360
65	Sudan	62'046 b
66	Croatia	60'852
67	Cuba	60'806
68	Syrian Arab Republic	59'147
69	Ecuador	57'978
70	Belarus	54'713
71	Luxembourg	53'334
72	Azerbaijan	51'774
73	Dominican Republic	51'766
74	Sri Lanka	49'552
75	Bulgaria	47'714
76	Slovenia	46'908
77	Oman	46'866
78	Tunisia	44'291
79	Guatemala	41'186
80	Uruguay	39'051
81	Lebanon	39'006
82	Uzbekistan	38'982
83	Serbia	38'423
84	Lithuania	36'306
85	Costa Rica	35'831
86	Ghana	32'309
87	Kenya	32'198
88	Yemen, Rep.	31'270
89	Ethiopia	29'717
90	Macao SAR, China	27'960
91	Jordan	27'574
92	Panama	26'689
93	Latvia	24'010
94	Cyprus	23'132 c
95	Tanzania	22'915 d
96	Côte d'Ivoire	22'780
97	Cameroon	22'480
98	El Salvador	21'215
99	Trinidad and Tobago	20'604
100	Bahrain	20'595
101	Turkmenistan	20'001
102	Bolivia	19'650
103	Estonia	19'217
104	Paraguay	18'331
105	Afghanistan	17'243
106	Uganda	17'011
107	Bosnia and Herzegovina	16'578
108	Zambia	16'193
109	Nepal	15'722
110	Honduras	15'400
111	Botswana	14'859
112	Jamaica	14'252
113	Equatorial Guinea	14'006
114	Congo, Dem. Rep.	13'145
115	Gabon	13'137

Gross domestic product 2010

<i>Ranking</i>	<i>Economy</i>	<i>(millions of US dollars)</i>
116	Senegal	12'855
117	Iceland	12'574
118	Namibia	12'170
119	Congo, Rep.	12'008
120	Albania	11'786
121	Georgia	11'667 ^e
122	Cambodia	11'242
123	Brunei Darussalam	10'732
124	Mauritius	9'724
125	Mozambique	9'586
126	Papua New Guinea	9'480
127	Armenia	9'371
128	Mali	9'251
129	Macedonia, FYR	9'189
130	Burkina Faso	8'820
131	Madagascar	8'721
132	Malta	8'256
133	Bahamas, The	7'702
134	Chad	7'588
135	Zimbabwe	7'476
136	Lao PDR	7'296
137	Haiti	6'710
138	Benin	6'633
139	Nicaragua	6'551
140	Mongolia	6'200
141	Monaco	6'109
142	Moldova	5'809 ^f
143	Bermuda	5'765
144	Tajikistan	5'640
145	Rwanda	5'628
146	Kosovo	5'552
147	Niger	5'549
148	Malawi	5'054
149	Liechtenstein	4'826
150	Kyrgyz Republic	4'616
151	Guinea	4'511
152	Montenegro	4'111
153	Barbados	4'110
154	Andorra	3'712
155	Swaziland	3'698
156	Mauritania	3'614
157	Suriname	3'251
158	Fiji	3'189
159	Togo	3'153
160	Guyana	2'226
161	Faeroe Islands	2'198
162	Lesotho	2'179
163	Eritrea	2'117
164	Central African Republic	2'013
165	Maldives	1'908
166	Sierra Leone	1'905
167	San Marino	1'900
168	Cape Verde	1'648
169	Burundi	1'611
170	Bhutan	1'516
171	Belize	1'401
172	Greenland	1'268
173	Antigua and Barbuda	1'211
174	St. Lucia	1'198
175	Djibouti	1'049
176	Liberia	986
177	Seychelles	937
178	Guinea-Bissau	879
179	Gambia, The	807
180	Grenada	773

Gross domestic product 2010

<i>Ranking</i>	<i>Economy</i>	<i>(millions of US dollars)</i>
181	St. Vincent and the Grenadines	705
182	Timor-Leste	701
183	Vanuatu	699
184	Solomon Islands	679
185	St. Kitts and Nevis	652
186	Samoa	574
187	Comoros	541
188	Dominica	466
189	Tonga	348
190	Micronesia, Fed. Sts.	297
191	São Tomé and Príncipe	197
192	Palau	171
193	Marshall Islands	163
194	Kiribati	151
195	Tuvalu	31
	American Samoa	..
	Aruba	..
	Cayman Islands	..
	Channel Islands	..
	Curaçao	..
	French Polynesia	..
	Gibraltar	..
	Guam	..
	Isle of Man	..
	Korea, Dem. Rep.	..
	Mayotte	..
	Myanmar	..
	New Caledonia	..
	Northern Mariana Islands	..
	Sint Maarten (Dutch part)	..
	Somalia	..
	St. Martin (French part)	..
	Turks and Caicos Islands	..
	Virgin Islands (U.S.)	..
	West Bank and Gaza	..
	World	63'256'970
	Low income	419'210
	Middle income	19'645'090
	Lower middle income	4'322'955
	Upper middle income	15'319'085
	Low & middle income	20'085'491
	East Asia & Pacific	7'630'542
	Europe & Central Asia	3'059'040
	Latin America & Caribbean	4'982'627
	Middle East & North Africa	1'206'983
	South Asia	2'090'279
	Sub-Saharan Africa	1'109'513
	High income	43'239'947
	Euro area	12'149'124

.. Not available.

Note: Rankings include only those economies with confirmed GDP estimates. Figures in italics are for 2009 or 2008.

a. Includes Former Spanish Sahara. b. Includes South Sudan. c. Data are for the area controlled by the government of the Republic of Cyprus. d. Covers mainland Tanzania only. e. Excludes Abkhazia and South Ossetia. f. Excludes Transnistria.

Source: <http://data.worldbank.org/data-catalog/GDP-ranking-table>